



alternative citoyenne,  
**la Gauche**  
Autrement...

# Chirac et Raffarin défenseurs des salariés ? Plus le mensonge est gros....

En supprimant la réglementation du temps de travail, Chirac, Raffarin et Seillière prétendent laisser à chaque salarié la liberté de choix... En fait leur contre réforme s'attaque à l'ensemble des salariés et des chômeurs.

## Leur richesse c'est la misère du plus grand nombre ...

Pendant que s'accumulent des profits considérables qui vont alimenter la spéculation :

- le chômage se développe,
- la pauvreté aussi 1.2 millions de RMI, des niveaux de salaires et des statuts précaires qui obligent à avoir recours aux organisations caritatives pour vivre: les femmes en sont les premières victimes.

Veut-on suivre l'exemple de l'Irlande (décrit dans un rapport de l'Union européenne, cf : [www.fenetreurope.com](http://www.fenetreurope.com)) où, malgré une croissance forte depuis plusieurs années, un quart de la population est menacée de sombrer dans la pauvreté (120€/mois) ?

Chômage "officiel" : 2 285 000 personnes  
Chômage total réel : 4 260 000 personnes  
Entre les deux, le chômage de l'ombre, 1 975 000 personnes !!!!  
Dont 993 809 chômeurs en activité réduite, demandeurs d'emplois mais non comptés comme chômeurs parce qu'ils (elles surtout !) disposent d'un emploi à temps partiel ...  
Quand est annoncé un taux "officiel" de 9%, il faut compter plutôt autour de 20 %.

## ... leur richesse c'est moins de liberté pour salariés et chômeurs.

Travailler plus est-ce un choix pour la majorité des salariés soumis à l'arbitraire des patrons : là où les syndicats sont absents, les heures supp sont gratuites ; et demain, il faudra en faire encore plus ... ?

Est-ce un choix quand les salaires ne suffisent pas pour vivre décemment ?

Les heures supp moins chères, ce sont combien d'embauches en moins et de chômeurs sans espoir, alors qu'aujourd'hui on trouve seulement une offre d'emploi pour 180 chômeurs. Quelle est cette liberté qui conduit à la chasse aux chômeurs et aux pauvres avec des lois de plus en plus

répressives (loi sur la sécurité intérieure et les suites Sarkozy et Perben, loi Borloo ...) ?

Les projets du MEDEF "toujours payer moins" mettent en cause l'existence même de la sécu : demander l'exonération des cotisations patronales jusqu'à 1.7 SMIC signifie qu'il n'y aura plus de cotisations pour la moitié des salariés du privé.

Oui, cette journée revendicative sur l'emploi, les salaires et les 35 heures est justifiée.

C'est une autre politique économique et sociale qui doit être mise en place pour un autre partage des richesses.

# La réduction du temps de travail reste un outil nécessaire pour une vraie alternative politique et sociale.

A condition de tirer le bilan des lois Aubry et de se fixer ensemble des objectifs clairs.

## Nos exigences :

La RTT doit comporter des créations d'emploi set combattre le temps partiel et la précarité dont sont victimes principalement les femmes. Malgré leurs limites les 35h ont crée des emplois. Seule une étape significative de réduction -avec des normes d'emplois excluant la précarité et le sous-emploi- peut lutter contre le chômage

La RTT doit améliorer les conditions de travail et être un outil contre la montée du stress et d'autres maladies liées à la dégradation des conditions de travail (TMS...) qui conduisent à l'exclusion de milliers de salarié(es).

La RTT doit être généralisée et s'accompa-

Les lois Aubry : des exigences insuffisantes sur la création d'emplois entre 6% (pour 10% de réduction : le reste c'est l'intensification du travail) et 0%, une part trop grande laissée à la négociation d'entreprise qui permet de ne pas respecter la loi (accords dérogatoires), le blocage des salaires, l'espace donné à la flexibilité, au temps partiel... inégalités entre entreprises.

gnier de mesures qui protègent les salariés des sous traitants (clause des responsabilité des donneurs d'ordre).

La RTT doit avoir une dimension européenne : 32h dans les pays où les 35h sont appliquées mais menacées aujourd'hui, réduction de 5 heures dans les autres... mais aussi baisse des durées maxima ( par jour, semaine...)

La RTT doit s'accompagner d'une politique européenne de relance de salaires, vers un SMIC européen par la mise en place immédiate de minima sociaux calculés en pourcentage du PIB par tête : on lutte ainsi contre le dumping social et la délocalisation.

## Comment avancer ?

**Par delà la poursuite de l'action de ce jour, nous proposons à toutes les forces et à toutes les personnes mobilisées aujourd'hui sur l'emploi, les salaires et les 35h :**

- **De préparer ensemble la renégociation des accords UNEDIC, au côtés des organisations syndicales et des organisations de chômeurs pour reconstruire une protection sociale solidaire et mettre fin aux mesures d'exception de la chasse aux chômeurs et aux pauvres.**
- **Tous ceux qui veulent une alternative de gauche à la droite autoritaire d'aujourd'hui comme au social libéralisme d'hier doivent travailler ensemble à l'élaboration d'un vrai programme d'abolition du chômage pour répondre à l'urgence sociale.**



L'Alternative citoyenne, la Gauche Autrement, vous invite à en débattre :

Judi 10 février à 20h30  
Salle Polyvalente C. Freinet  
18 07 quartier du Bois (Porte 18) à Hérouville

Nous invitons les forces politiques et sociales qui souhaitent une alternative à y apporter leur contribution.

Vous pouvez nous joindre par courrier (ANPAG, BP6269, 14067 Caen cedex 4), par courriel (anpag@anpag.org), à notre local (23, rue des Fossés St Julien, Caen, notamment le vendredi matin).

alternative citoyenne,  
**la Gauche**  
Autrement...

Ces propositions de l'Alternative citoyenne, la Gauche Autrement, sont celles du réseau national **Convergence citoyenne pour une alternative de Gauche** dont nous sommes membres.